

Examen ou Concours _____ Série* : _____
 Spécialité/option : _____
 Repère de l'épreuve : _____
 Épreuve/sous-épreuve : _____
 (Préciser, s'il y a lieu, le sujet choisi)

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles intercalaires dans le bon sens.

Note : 18 / 20 Appréciation du correcteur (uniquement s'il s'agit d'un examen) : 16.

* Uniquement s'il s'agit d'un examen.

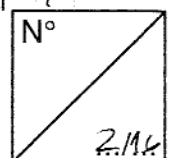
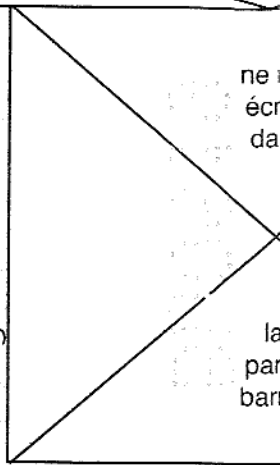
C'est en 1949, dans son discours sur l'état de l'Union au Congrès américain, que le président des États-Unis Truman emploie pour la première fois le mot "sous-développement" pour désigner l'état économique d'une grande partie des pays du monde. Cette notion de sous-développement, aujourd'hui inusitée car jugée dégradante, et son antonyme "développement" sont des notions modernes, employées notamment au sein des institutions internationales pour déterminer les besoins d'aide économique. Dès lors, peut-on légitimement parler de "pays en voie de développement" pour la première moitié du XX^e siècle ? Les pays aujourd'hui en développement l'étaient-ils au début du siècle ? À bien des égards, la notion peut paraître anachronique. Pourtant, les pays aujourd'hui dits "en voie de développement" avaient déjà pour beaucoup un point commun en 1918, celui d'être soumis au joug des puissances occidentales, sous forme de colonies ou, plus indirectement, en subissant l'influence d'ingérences répétées. Trois grandes régions du monde subissent une domination en 1918 : l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine. Or précisément ces régions sont aujourd'hui celles dans lesquelles se trouvent la plupart

N° 116

des pays en voie de développement, au sens de la Banque mondiale, c'est-à-dire les économies à faible revenu et à revenu intermédiaire (EFR et EFI). C'est pourquoi il semble pertinent de rapprocher passé colonial (ou du moins de domination indirecte) et situation actuelle de développement, de mettre au jour les liens entre les luttes pour l'indépendance politique et les aspirations plus contemporaines au développement économique, et de montrer l'analogie relative des évolutions que connaissent ces trois régions au cours du XX^{e} siècle, qui sont une manifestation, sinon un facteur, de leur unité. Car les pays en voie de développement ne se définissent pas seulement de manière négative comme des pays en mal de prospérité économique, mais avant tout comme des pays ayant mené des luttes semblables pour l'indépendance, et s'étant construit un imaginaire autour de ces luttes.

Dans quelle mesure les luttes pour l'indépendance, puis l'aspiration au développement économique et social, ont-elles été des facteurs d'unité des pays aujourd'hui en voie de développement ?

De 1918 à la Seconde Guerre mondiale, les revendications indépendantistes se heurtent au conservatisme des puissances coloniales et dominantes, ce qui renforce justement le désir d'indépendance. Puis de 1945 à 1962, la plupart des pays accèdent à l'indépendance, cependant que les voies vers le développement restent difficiles. Enfin, à partir



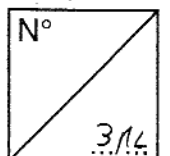
des années 1960, un nouvel équilibre se met en place, mêlant dépendance économique vis-à-vis de l'Occident, instabilité politique et affirmation diplomatique.



En 1918, les formes de la domination de l'Occident sur le reste du monde sont multiples. L'Afrique, le Proche-Orient, les Indes britanniques et néerlandaises sont des colonies : l'administration y est assurée par des ressortissants des métropoles et les populations indigènes sont dépourvues de droits politiques. À cette absence, il faut ajouter l'inégalité économique : les colons sont bien souvent des propriétaires fonciers, installés au détriment des indigènes, comme en Algérie où la loi Warnier de 1873 avait procédé à des expropriations massives au profit des colons.

Mais d'autres pays, théoriquement indépendants, sont eux aussi dans une situation de domination : l'Amérique latine, qui a gagné son indépendance au cours du XIX^e siècle, et la Chine, dotée d'un régime républicain. Dans ces pays, la puissance dominante n'administre pas directement l'État mais influence la politique nationale et contrôle l'économie : ainsi 80% de la production industrielle sud-américaine est-elle le fait de groupes étrangers ! Depuis la doctrine Monroe de 1823, les États-Unis se réservent ouvertement le droit d'intervenir militairement pour défendre leurs intérêts latino-américains.

Quant à la Chine, son pouvoir central est très affaibli par les puissants "Seigneurs de la guerre", chefs militaires parfois financés par l'étranger et créateurs d'une



instabilité qui fait le jeu des firmes étrangères, échappant à toute réglementation de l'État.

Mais c'est pourtant au cours des années 1920 qu'a lieu, en Asie et en Afrique, un réveil des aspirations indépendantistes : la Chine connaît, le 4 mai 1919, un important soulèvement étudiant motivé par le rejet de la tutelle étrangère qui règne de fait sur le pays. La Tunisie voit se créer le mouvement du Destour ("constitution" en arabe) tandis que l'Égypte est agitée par le Wafd ("représentation") : les aspirations indépendantistes sont donc pour l'heure avant tout des aspirations à la reconnaissance politique, aux droits civiques, dans le cadre d'une démocratie à l'occidentale, et non des mouvements radicaux et belliqueux.

Le cas indien synthétise bien ces différentes aspirations, à mi-chemin entre héritage traditionnel et modèle occidental : le parti du Congrès, fondé dès 1885, est dirigé par Gandhi, avocat de profession et diplômé de Cambridge ! C'est donc une élite formée chez la puissance coloniale qui anime les revendications autonomistes. Pourtant, la doctrine d'action de Gandhi, non-violente, est basée sur des concepts indiens traditionnels, le swaraj (gouvernement de soi) et le satyagraha (recherche d'une vérité harmonieuse, non-violente). Churchill ne comprend d'ailleurs pas bien la puissance de la doctrine gandhienne quand il traite le Mahatma de "fakir à demi-nu." La marche du sel qu'il entreprend en 1931 est pourtant une démonstration éclatante de la méthode Gandhi, qui allie aspirations démocratiques et héritage indien. Les "frères musulmans" créés en Égypte par Hassan-el-Bana

ne rien
écrire
dans

la
partie
barrée

N°

St.146

Note :

20

Appréciation du correcteur (uniquement s'il s'agit d'un examen) :

* Uniquement s'il s'agit d'un examen.

en 1928 sont autrement plus radicaux : cette fraternité est l'exemple d'un mouvement, indépendantiste au nom d'une tradition plus rigide, qui incarne non une synthèse démocratique mais un dogmatisme conflictuel.

Ces différents mouvements, qu'on préfère qualifier d'autonomistes plus que d'indépendantistes, se heurtent toutefois dans leur démarche à des réactions occidentales souvent violentes. C'est ainsi que les guerres de répression coloniale sont nombreuses : Guerre du Rif qui oppose la France et l'Espagne au leader Abd-el-Krim de 1924 à 1926, guerre dans le Djébel druze en Syrie en 1925, occasion d'une répression particulièrement sanglante de la part de l'Armée française. Le mouvement Destour, pourtant modéré, est interdit en Tunisie, ce qui mène à la naissance du Néo-Destour de Bourguiba (encore avocat) en 1934.

C'est peut-être en raison de la rigidité occidentale que les mouvements autonomistes se radicalisent dans les années 1930. Pourtant, les situations diffèrent, notamment entre empires français et anglais : alors que la France a dans les colonies une doctrine d'assimilation, c'est-à-dire de refus rigide de modèles politiques autres que le pouvoir central, l'Angleterre défend un modèle d'association,

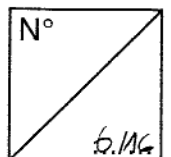
N°

S.M.6

c'est-à-dire de conditions plus autonomes accordées aux communautés indigènes. Cette fracture se creuse dans les années 30 : alors que l'Égypte acquiert l'indépendance politique en 1936, les Britanniques ne conservant que quelques privilèges militaires*, la France, qui envisage d'accorder des droits civiques (limités mais réels) aux musulmans d'Algérie à travers le projet Blum-Viollette, échoue devant la résistance du colonat d'Algérie, effrayé à l'idée de perdre ses privilèges.

La Seconde Guerre mondiale change quelque peu la donne, car elle est l'occasion pour les mouvements indépendantistes de faire pression sur des métropoles affaiblies par l'effort militaire. Ainsi, le parti du Congrès, déçu par la réforme de 1936 qui n'octroie aux Indiens que quelques droits politiques municipaux, vote en 1941 la motion "Quit India" : le parti pose qu'il peut accepter une aide indienne à la Grande-Bretagne, en contrepartie de l'Indépendance après le conflit. Les dirigeants du Congrès sont emprisonnés, mais les protestations consécutives prennent une ampleur inédite. La conférence de Brazzaville de janvier-février 1944 est à la fois moins conflictuelle et moins concluante : la France prend l'engagement d'accorder une plus grande autonomie aux colonies africaines, mais le mot d'indépendance n'apparaît pas.

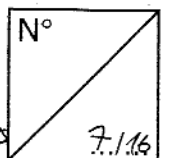
En somme, l'avant-guerre connaît une montée progressive des revendications politiques, principalement dans les colonies africaines et en Inde, mais les puissances coloniales n'ont pas cédé. La donne change après la



guerre, et une phase de victoire des indépendantistes s'avère, quoique dans des conditions variées.

Une première phase de la décolonisation a lieu en Asie : l'Indonésie et le Vietnam proclament unilatéralement leur indépendance, respectivement le 17 août et le 2 septembre 1945. Ces déclarations sont notamment encouragées par le nouveau jeu des puissances internationales, dominé par les États-Unis, plutôt défavorables à la colonisation, et par la création de l'Organisation des Nations Unies en 1945, inspirée — au moins dans l'idéal — par le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, qui était déjà au fondement du wilsonisme et de la SDN. En pratique, toutefois, la situation est plus défavorable aux pays dominés : Hô Chi Minh, leader de la République du Vietnam, envoie une série de lettres au président Truman pour l'alerter de la situation alarmante grave et de la menace que représente pour lui un retour des troupes françaises : il ne reçoit aucune réponse. Il faut mesurer tout l'écart entre indépendance de jure et indépendance de facto : devant les réactions militaires de leurs métropoles respectives, l'Indonésie et le Vietnam n'obtiennent une indépendance effective qu'en 1949 et 1954 respectivement.

Aussi ne faut-il pas parler, pour cette période, de décolonisation mais des décolonisations, qui prennent des visages multiples : consentie bilatéralement en Inde et au Pakistan par le Independence of India Act du 18 juillet 1947, l'indépendance est ailleurs l'occasion de guerres



(Indochine, Indonésie, Algérie, répression à Madagascar faisant 300 000 morts), ou d'un compromis tardif en Afrique subsaharienne : par le référendum sur la Constitution de septembre 1958, tous les États d'AOF et d'AEF choisissent, hormis la Guinée de Sékou Touré, l'autonomie dans le cadre de l'Union française, solution intermédiaire. Ce dispositif mène à une indépendance encadrée, planifiée, qui aboutit en 1960-1961. L'Algérie, seule colonie française de peuplement, qui compte un million de colons, non-musulmans, est le contrepoint des indépendances subsahariennes : le mythe de l'assimilation complète de l'Algérie au territoire français (trois départements) est suffisamment tenace pour provoquer un conflit long de huit ans, qui aboutit à l'indépendance de l'Algérie le 18 mars 1962 avec les accords d'Évian.

Si les indépendances sont donc multiples et parfois conflictuelles, en revanche la période connaît l'essor d'une certaine unité politique des pays indépendants, qu'Alfred Sauvy appelle en 1952 le "tiers monde" : ces pays ont en commun d'être arrivés récemment à l'indépendance, mais de souffrir sur le plan économique d'un certain désavantage. Des motifs proprement politiques, à savoir le non-alignement sur l'un des deux blocs de la guerre froide, jouent aussi. La conférence de Bandung de 1955 peut être en quelque sorte considérée comme l'acte de naissance du Tiers monde politique : pour la première fois, des pays d'Asie et d'Afrique, ayant en commun d'avoir subi la domination occidentale, se

ne rien
écrire
dans

la
partie
barrée

N°

8.14

Spécialité/option :

Repère de l'épreuve :

Épreuve/sous-épreuve :

(Préciser, s'il y a lieu, le sujet choisi)

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles intercalaires dans le bon sens.

Note :

20

Appréciation du correcteur (uniquement s'il s'agit d'un examen) :

* Uniquement s'il s'agit d'un examen.

manifestent pour revendiquer leur communauté de destins et leur proximité politique. La conférence ne relève pas vraiment du non-alignement, car la Chine communiste, en la personne de Zhou Enlai son premier ministre, y joue un rôle de premier plan, mais elle veut toutefois affirmer que les pays "du Sud" sont capables d'assumer leurs choix sans le secours de l'Occident. Les luttes pour l'indépendance ont donc su non seulement unifier des Nations, mais encore unir ces Nations dans un projet mondial. Par exemple, la conférence est l'occasion d'affirmer la nécessité de revaloriser l'enseignement des langues vernaculaires, malmenées par la colonisation.

Toutefois, les nouveaux États se heurtent de plus en plus au défi du développement, et de la voie à choisir. L'Égypte de Nasser fait le choix d'un socialisme national, ce qui témoigne de la séduction exercée par le planisme : Nehru lui-même résumait ainsi la voie qu'il souhaitait pour le développement de l'Inde : "des méthodes soviétiques avec des capitaux américains". Mais les choix à effectuer sont complexes : l'Amérique latine, sous l'influence de l'économiste argentin Raúl Prebisch, développe une stratégie d'industrialisation par substitution aux importations (ISI). L'idée de ces ISI est de favoriser

N°

3/16

l'industrie nationale par un protectionnisme accru et une stimulation de la demande intérieure. Le résultat est mitigé : la deuxième moitié des années 1950 au Brésil est parfois qualifiée de "miracle brésilien" (croissance industrielle de 6%) mais certains investissements s'avèrent finalement coûteux et inflationnistes, notamment la politique des grands barrages, qui, si elle permet une électrification accrue, creuse le déficit public brésilien.

En outre, les États récemment indépendants sont confrontés à des difficultés ayant trait à leur stabilité intérieure : les problèmes ethno-religieux sont une réalité. L'été 1947, à cause de la partition Inde-Pakistan consécutive à l'indépendance, connaît des violences entre musulmans et hindous, faisant 20 000 morts en un mois. La crise du Congo de 1960 met en lumière l'aspect ambigu des ressources minières : la sécession du Katanga que veut empêcher le président Patrice Lumumba a pour cause essentielle la richesse minière de cette région. De plus, beaucoup d'États africains souffrent des rivalités ethniques dans le contrôle du pouvoir, difficulté qui empêche la constitution d'institutions stables pour longtemps dans certains pays.

Ainsi la décolonisation, si elle a jeté les bases d'une certaine unité des pays en voie de développement, n'a pas résolu la question du développement lui-même, qui devient à partir des années 1960 un enjeu fondamental.

En 1960 en effet, les écarts de développement entre pays occidentaux et pays "sous-développés" (terme qui a cours alors) sont abyssaux : en termes de revenu disponible par tête, un Subsaharien est en moyenne 60 fois plus pauvre qu'un Américain ! L'écart se traduit également en termes d'espérance de vie, puis qu'un Occidental vit en moyenne vingt-cinq ans de plus qu'un Subsaharien. Comment expliquer ces chiffres ? Il faut reconnaître d'emblée qu'il n'y a pas eu de "décolonisation économique" dans la plupart des pays : en Afrique et en Amérique latine, le gros des entreprises est toujours aux mains des Occidentaux, et les flux financiers positifs vers le tiers monde, qui prennent en compte les investissements, masquent le fait qu'à long terme, les profits sont "rapatriés" dans les pays d'origine des multinationales. C'est ce mécanisme qui inspire le terme de "République bananière" : au Honduras, la United Fruit Company possède les deux tiers des plantations de bananes et en tire des profits juteux, qui sont autant de sommes non réinvesties dans des projets sociaux ou de développement. Même la Banque mondiale, qui affiche la vocation d'aider au développement des pays pauvres, joue le jeu des puissances occidentales : en 1962, elle transfère discrètement une partie des dettes de la France vers le nouvel État algérien, lui faisant ainsi porter le poids de dettes contractées par son ancien colonisateur. Dans ce contexte, la mise

en place d'une aide occidentale au développement, comme

1' "Alliance pour le progrès" du président Kennedy à destination de l'Amérique latine en 1961, par exemple, semble être plus un subterfuge des puissances développées que la volonté d'un effort sincère. D'ailleurs l'aide accordée est aussi un moyen de stimuler les exportations... des pays développés.

ne rien
écrire
dans

la
partie
barrée

C'est ainsi que le Mexique est devenu alimentairement dépendant des États-Unis en l'espace de vingt ans, entre 1960 et 1980 : les années 60 sont une phase dite de "révolution verte" consistant en l'introduction de matériel moderne et de variétés hybrides dans des structures agraires jusque là traditionnelles. Le Mexique, très inégalitaire sur le plan foncier, a vu la plupart des salariés agricoles et des petits paysans quitter la campagne, et seules les exploitations importantes se sont modernisées. Le résultat net a été en 1980 que la production avait diminué en raison du manque d'hommes et que le Mexique a commencé à importer des céréales américaines. En Inde, par contraste, la Révolution verte a bel et bien contribué à améliorer la production alimentaire.

Certains observateurs ont parlé, dès les années 1960 et 1970, de "néo-colonialisme", comme le français Yves Benot (Qu'est ce que le développement?, 1973). Le principe serait que les métropoles aient en grande partie gardé leur mainmise sur leurs anciennes colonies, mais par des opérations discrètes. En France, Jacques Foccart est pendant dix ans l'homme fort de cette

N°
12/16

Examen ou concours :

Série* :

Spécialité/option :

Repère de l'épreuve :

Épreuve/sous-épreuve :

(Préciser, s'il y a lieu, le sujet choisi)

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles intercalaires dans le bon sens.

Note :

20

Appréciation du correcteur (uniquement s'il s'agit d'un examen) :

* Uniquement s'il s'agit d'un examen.

politique, au poste de conseiller de l'Élysée aux questions africaines et malgaches. Le pouvoir métropolitain s'assure en fait que ses anciennes colonies ne remettent pas en cause d'intérêts économiques ou stratégiques vitaux, comme l'uranium au Niger, toujours exploité par Framatome, devenu Areva de nos jours. Les États-Unis, dans un esprit similaire, ne se privent pas de maintenir au pouvoir ou d'y installer des gouvernements faibles et soumis : ainsi le socialiste Salvador Allende, menaçant les firmes américaines par des projets de nationalisation, élu en 1970, est renversé par un coup d'État du général Pinochet en septembre 1973, soutenu par la CIA. L'installation de régimes profondément anti-sociaux et par là-même défavorables aux développements reste une marque de fabrique des États-Unis : ainsi Anastasio Somoza, soutenu par la Maison Blanche, possède-t-il deux tiers des terres du Nicaragua à titre personnel, empêchant de facto le pays de sortir du sous-développement.

Les années 1970 sont des années qui voient l'érosion progressive de l'unité du Tiers-monde. celui-ci est divisé sur le plan politique entre

N° 13/16

partisans du bloc soviétique (comme Fidel Castro, lors de la conférence tricontinentale de la Havane de 1966, qui rompt avec le non-alignement) et partisans de la neutralité, derrière Tito en Yougoslavie. De plus, le Tiers monde est divisé économiquement : certains pays comme la Corée du Sud de Park Chung-Hee (1962-1978) parviennent à développer leur niveau de vie considérablement, tandis que d'autres, notamment en Afrique subsaharienne, se spécialisent dans les matières premières, renonçant à développer les industries de biens de consommation, au détriment du bien-être de la population. Enfin, c'est pendant la décennie 1970, suite au choc pétrolier de 1973, que s'engage une spirale de l'endettement dans le Tiers Monde : les dollars sont prêtés par les banques occidentales et les pays pétroliers à des régimes souvent dictatoriaux, et les sommes empruntées servent à la consommation personnelle d'un Marcos ou d'un Pinochet, véritables "kleptocrates". Jean Ziegler dénonce d'ailleurs la complaisance de la Suisse pour ces pratiques dans Une Suisse au-dessus de tout soupçon, 1979, véritable paradis fiscal des dictateurs.

C'est dans les années 1980, suite au tournant monétariste de la Fed qui enclenche une subite montée des taux d'intérêt, que l'endettement immodéré se mue en crise de la dette : le Mexique se déclare en faillite à l'été 1982, et 1982 est aussi l'année où les flux financiers deviennent

N°

14/16

nécessaires vers les pays en développement : pour la première fois depuis les années 1980, les pays de l'OCDE perçoivent du Tiers Monde davantage qu'ils ne lui versent. Aussi l'aide accordée aux pays en développement est-elle de plus en plus critiquée, notamment les plans d'ajustement structurels (PAS)

du FMI qui imposent un désarmement douanier jugé par beaucoup funeste au développement à long terme du niveau de vie des populations. En somme, donc, la Namibie qui gagne son indépendance en 1990, dernière colonie héritée du passé, marque un tournant ambigu, si ce n'est un faux tournant : tous les pays sont certes indépendants politiquement, mais ils se heurtent à des mécanismes de domination toujours puissants, en tête desquels celui du crédit et de la dette.



De 1918 à 1945, la rigidité d'un ordre ancien, pourtant en passe d'être révolu, se maintient, mais ne survit pas à la vague d'indépendances de l'après-guerre, grande victoire politique du Tiers monde. Mais cette victoire est toute relative, confrontés que sont les pays aux difficultés du développement économique et social, ~~par~~ et aux mécanismes de domination bien réels que l'Occident a conservé.

Les chiffres actuels le disent : le développement progresse. Pourtant, l'Afrique subsaharienne, confrontée à une natalité très forte, semble toujours révéler les fragilités et les incertitudes liées à la mondialisation et à ses enjeux : un Africain sur trois n'a toujours pas accès à l'eau courante.

ne rien
écrire
dans

la
partie
barée

N°

16/16